

A propos du sionisme et d'Israël

Sean Matgamma (AWL) : De Trotsky au «trotskysme des imbéciles»

(Ce texte suggère une lecture de Trotsky totalement différente des interprétations d'Ariane Clemesha ou de Savas Michael-Matsas présentées dans ce même numéro de *Ni patrie ni frontières* (<https://nfnf.eu/spip.php?article295>). Les positions hétérodoxes — du moins sur ce point — de l'Alliance for Workers Liberty ne sont généralement partagées ni par les trotskystes, ni par les anarchistes, ni bien sûr par ce qu'il est convenu d'appeler (à tort) l'«ultragauche». Ce texte a été publié dans *Workers Liberty* n° 31, puis un peu remanié en 2002 sous le titre «Le marxisme et la question juive» dans une brochure de l'AWL : «Deux nations, deux États. Les révolutionnaires et Israël/Palestine». Nous avons choisi de donner à cet article un titre légèrement provocateur, mais qui ne trahit pas, du moins à notre avis, la pensée de l'auteur puisqu'il utilise lui-même l'expression «trotskysme des imbéciles». Y.C.)

«La révolution socialiste représente la seule solution réaliste de la question juive. Si les ouvriers et paysans juifs réclamaient un État indépendant, très bien, mais je remarque qu'ils ne l'ont pas obtenu de la Grande-Bretagne. Cependant, s'ils le veulent, le prolétariat le leur donnera. Nous n'y sommes pas favorables, mais seule la classe ouvrière victorieuse peut le leur accorder.» Léon Trotsky, 15 juin 1940 (*Writings*, 1939-40, p. 287)

Les rapports entre les Juifs et le trotskysme ne manquent pas d'une certaine ironie. Le trotskysme, du moins la majorité de ses mutations post-trotskystes, défend un «antisionisme» qui, en pratique, se traduit par une hostilité générale à l'égard de la plupart des Juifs vivant sur cette terre. Or, les militants d'origine juive ont joué un rôle très important, qualitatif et quantitatif, dans le mouvement trotskyste, à l'époque de Trotsky mais aussi par la suite.

Il ne s'agit pas d'un mythe inventé par la droite, mais de l'absolue vérité : les Juifs ont tenu une place importante dans les mouvements socialiste et communiste. Lénine a évoqué la splendide fonction d'avant-garde qu'ont assumée les Juifs dans notre mouvement. Au début du XX^e siècle, Karl Kautsky s'est un jour cérémonieusement adressé à un petit journal socialiste paraissant en yiddish en Grande-Bretagne. Il voulait encourager les Juifs socialistes de ce pays à apporter la théorie socialiste, la détermination révolutionnaire et une perspective internationaliste au mouvement ouvrier britannique — à être le levain du mouvement ouvrier, rôle qu'ils ont effectivement souvent tenu. Cette situation particulière ne provenait d'aucune caractéristique génétique spéciale chez les Juifs mais de leurs expériences historiques et sociales.

Au cours de la première moitié du XX^e siècle, les ouvriers juifs vivaient dans un monde qui stigmatisait, persécutait tous les Juifs. La culture chrétienne dominante les fustigeait, en des termes racistes pluriséculaires, comme des déicides, des individus maudits qui avaient rejeté puis crucifié le Christ. La nouvelle culture nationaliste qui imprégna de plus en plus les nations européennes en crise, avant et après la Première Guerre mondiale, les dénonçait comme des «étrangers» ou des «apatrides». Et la sous-culture raciste occidentale les considérait comme une vermine humaine digne seulement d'être extirpée.

Pendant des décennies, harcèlement et persécutions se poursuivirent, tantôt diminuant, tantôt s'intensifiant, jusqu'à atteindre la folie paroxystique de l'Holocauste, au cours duquel six millions de Juifs (les deux tiers des Juifs d'Europe) furent systématiquement massacrés dans des usines spécialement conçues pour l'extermination massive d'êtres humains.

De nombreux Juifs eurent alors le privilège — qu'ils payèrent très cher — de voir la totalité des facettes du capitalisme. Ils découvrirent sa sauvagerie, sa brutalité, son cannibalisme, une fois que le capitalisme eût ôté les masques successifs de civilisation recouvrant habituellement son visage. Les Juifs constituèrent donc naturellement une partie significative de l'armée socialiste lorsque la classe ouvrière rassembla ses forces pour tenter de refaire le monde et de créer une civilisation qui ne connaîtrait plus d'oppression fondée sur la domination d'une classe, d'une race ou d'une nation.

Si certains Juifs devinrent des révolutionnaires, d'autres prirent le chemin du nationalisme et tentèrent de reconstruire une nation juive en Palestine, région où, au début du XX^e siècle, les Juifs autochtones ne constituaient alors qu'une petite communauté. Certains nationalistes — les plus efficaces, en fait — étaient aussi des révolutionnaires socialistes. La rivalité entre les socialistes juifs «assimilationnistes» et les sionistes était souvent aiguë, mais la diabolisation du sionisme qui caractérise la plupart des courants trotskystes actuels n'avait pas cours à cette époque. Les sionistes combattirent aux côtés de l'Armée rouge pour défendre la république ouvrière après la révolution russe de 1917.

En Palestine, le minuscule Parti communiste émergea d'un groupe sioniste de gauche : le Poale Sion. Le PC prônait la révolution socialiste internationale comme seul moyen de sauver les Juifs et combattait le projet sioniste. Néanmoins, les communistes de Palestine avaient une approche très différente de la diabolisation du sionisme qui caractérisera plus tard la gauche radicale. Les Juifs, quel que soit leur nombre, avaient-ils le droit de venir s'installer en Palestine ? Bien sûr, répondaient l'internationale communiste et le Parti communiste de Palestine qui prônaient l'unité judéo-arabe et la lutte contre l'impérialisme britannique.

Le virage vers «l'antisémitisme» de la gauche radicale moderne a accompagné la stalinisation de l'Internationale communiste. Lorsque, en 1929, les chauvinistes arabes palestiniens s'attaquèrent massivement aux Juifs — massacrant, par exemple, tous les professeurs et les élèves d'un collège religieux juif à Hébron — le Parti communiste de Palestine dénonça d'abord ces crimes comme des pogroms, comme le firent la presse russe et celle du Comintern. Puis les dirigeants staliniens de l'internationale communiste décidèrent qu'il s'agissait d'un «soulèvement antiimpérialiste» et telle devint la «ligne» du Comintern.

En fait, à l'époque les Arabes avançaient souvent le slogan : «*Les Britanniques sont avec nous !*» (La Grande-Bretagne administrait alors la Palestine et les forces britanniques s'étaient affrontées aux Juifs.). Mais les staliniens venaient d'entamer un tournant politique, celui de la «troisième période» et présentaient tout événement (y compris les pogroms) comme la preuve de l'imminence de la révolution.

Après 1930, le Comintern «arabisa» le PC. Les Arabes furent promus à la direction du Parti et la majorité des membres (juifs) devinrent des membres de second rang. Rompant avec la politique initiale de la Troisième internationale, le PC s'opposa vivement à l'immigration juive. Les réfugiés allemands qui fuyaient Hitler étaient accueillis, dès leur descente du bateau, par des militants communistes juifs qui leur distribuaient des tracts et les incitaient — en allemand

— à rentrer chez eux !

En 1936, un mouvement nationaliste arabe important se manifesta en Syrie et en Palestine, cette fois avec un certain contenu anti-impérialiste, mais en Palestine il reposait surtout sur des pogroms contre des civils juifs. Cela n'empêcha pas le PC de participer activement à cette campagne.

Il demanda même à ses militants juifs de poser des bombes chez des Juifs. Par exemple, de jeunes communistes juifs reçurent l'ordre de faire sauter le quartier général des syndicats : la Histadrout, comme le découvrit le militant communiste américain Malech Epstein lors de son séjour en Palestine.

Du vivant de Trotsky, ses partisans refusèrent toujours de suivre la politique des staliniens sur cette question. Ils rejetèrent les analyses fantaisistes et malsaines de 1929 (par exemple, dans un article de Max Schachtman, *The Militant*, octobre 1929). A propos des événements de 1936, les trotskystes ne prétendirent pas qu'il s'agissait d'un mouvement purement anti-impérialiste, ni que le chauvinisme arabo-musulman contre les Juifs palestiniens contenait le moindre élément «progressiste». Lorsque Epstein rompit avec le PC américain, *The Militant* raconta ce qu'il avait vu en Palestine et notamment comment le Parti communiste coopérait avec les nationalistes arabes pour préparer des attentats terroristes contre des Juifs — preuve de la dégénérescence du stalinisme.

La position des trotskystes américains convergait avec celle de Trotsky lui-même. Durant les années 30, Trotsky défendit la position initiale de l'internationale communiste : soutien aux droits des Juifs, y compris le droit d'immigrer en Palestine, et rejet du projet sioniste. D'autre part, il était parfaitement conscient que le monde s'avérait de plus en plus meurtrier pour les Juifs et cela ne le laissait pas indifférent.

Trotsky naquit en octobre 1879 et fut assassiné par un agent stalinien en août 1940. Sa vie couvre donc une période qui va de l'essor des pogroms en Russie (1881) à la veille du commencement de l'Holocauste. Juif ukrainien, Trotsky assista à la migration de millions de Juifs, poussés vers l'ouest par les pogroms russes, à travers l'Europe, en direction des États-Unis. Il assista aussi à l'éveil de la conscience juive en Europe à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle.

Toujours opposé au sionisme, il affirma, dès les années 30, que la Palestine pourrait devenir un gigantesque ghetto dans lequel les Juifs qui s'y réfugierait risqueraient d'être piégés et massacrés.

Cependant il est évident, si l'on consulte ses écrits des années 30, que l'expérience de l'antisémitisme au XX^e siècle, non seulement dans l'Allemagne nazie et en Pologne, mais aussi en URSS sous Staline, changea radicalement ses conceptions.

A la fin de sa vie, Trotsky en était venu à penser que les persécutions contre les Juifs et leurs effets sur la conscience du peuple juif rendaient inévitable la création d'une sorte d'État juif. Il rejetait avec raison l'idée que le programme des sionistes en Palestine puisse fournir un refuge immédiat aux Juifs fuyant l'hitlérisme. Pour lui, il n'y avait qu'une seule solution immédiate : la révolution socialiste. Mais il considérait avec une sympathie croissante la revendication d'un État juif séparé. Il déclara à plusieurs reprises que, après la révolution socialiste, les Juifs devraient avoir un État à eux — s'ils le souhaitaient encore. Et il est évident qu'il pensait que

les Juifs le voudraient.

II

En 1932-33, Trotsky discuta du «problème juif» avec *Class Struggle*, une publication marxiste américaine. A la question : «*Quelle est ton attitude vis-à-vis de la Palestine comme possible “patrie” juive et plus généralement vis-à-vis d’une terre pour les Juifs ? Ne crois-tu pas que l’antisémitisme du fascisme allemand oblige les communistes à adopter une attitude différente vis-à-vis de la question juive?*» Trotsky répondit : «*J’ignore si les Juifs formeront de nouveau une nation. Cependant, je suis absolument convaincu que les conditions matérielles pour que le peuple juif constitue une nation indépendante ne seront réunies qu’après une révolution prolétarienne. Sur cette planète, aucun peuple ne possède davantage de droits à une terre qu’un autre.*

» *L’établissement d’une base territoriale pour le peuple juif en Palestine, ou dans n’importe quel autre pays, n’est concevable que s’il s’accompagne de la migration d’importantes masses humaines. Seul le triomphe du socialisme pourra entreprendre de telles tâches. On peut prévoir que cela prendra soit la forme d’un accord mutuel, soit qu’il faudra qu’une sorte de tribunal prolétarien international étudie cette question et la résolve.»*

Dans le contexte des débats de cette époque, la déclaration de Trotsky («*aucun peuple ne possède davantage de droits à une terre qu’un autre*») exprimait, à mon avis, un soutien total à la politique traditionnelle de l’Internationale communiste qui défendait le droit des Juifs à émigrer en Palestine, contrairement à la nouvelle ligne adoptée par le Comintern après 1929.

Dans une interview de 1937, Trotsky expliqua : «*Durant ma jeunesse, j’inclinai plutôt à penser que les Juifs de différents pays seraient assimilés et que la question juive disparaîtrait d’une façon quasi automatique.*

» *L’évolution historique durant le dernier quart de siècle n’a pas confirmé cette perspective. La décadence du capitalisme a partout accru et exacerbé le nationalisme, dont l’antisémitisme est l’un des éléments. La question juive a pris sa dimension la plus aiguë dans le pays capitaliste le plus développé d’Europe : l’Allemagne.*

» *D’un autre côté, les Juifs de différents pays ont créé leur presse et développé le yiddish comme un instrument adapté à la culture moderne. On doit donc admettre que la nation juive se maintiendra encore pendant toute une période.*

» *En principe, une nation ne peut exister sans un territoire commun. Le sionisme est né de cette idée. Mais les événements nous confirment chaque jour que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit entre les Arabes et les Juifs en Palestine prend un tour de plus en plus tragique et menaçant.*

» *Je ne crois pas du tout que la question juive puisse être résolue dans le cadre du capitalisme pourrissant et sous le contrôle de l’impérialisme britannique.*

» — *Comment le socialisme pourra-t-il résoudre ce problème, me demanderas-tu ? Sur ce point je ne peux t’offrir que des hypothèses.*

» *Lorsque le socialisme dominera la planète, ou en tout cas ses régions les plus importantes, il disposera de ressources inimaginables dans tous les domaines. L’histoire humaine a vu se dérouler d’énormes migrations dans des périodes de barbarie. Le socialisme ouvrira la possibilité de telles migrations, mais sur la base de la technique et de la culture les plus développées.*

» *Il ne s’agira évidemment pas de déplacements forcés (on ne créera pas de nouveaux ghettos pour certaines nationalités) mais de déplacements librement consentis, ou plutôt exigés par certaines nations — ou parties de ces nations.*

» Les Juifs dispersés qui voudraient se rassembler pour former une même communauté trouveront suffisamment de régions riches et étendues sur cette terre pour s'y installer. Et la même possibilité sera offerte aux Arabes, ainsi qu'à toutes les nations éparpillées.»

Malheureusement, le conflit tragique entre les Arabes et les Juifs en Palestine ne fut pas arbitré par un tribunal révolutionnaire prolétarien bienveillant mais par les Nations unies, créées par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

Et ce conflit s'approfondira à travers une série de guerres judéo-arabes.

Dans un article du 22 février 1937 sur l'antisémitisme dans l'URSS de Staline, Trotsky développa sa nouvelle analyse de la question juive à la lumière des événements du premier tiers du XX^e siècle. Il y évoque une future version socialiste des *«méthodes sionistes pour résoudre la question juive»*, *«méthodes qui sous le capitalisme décadent ont un caractère utopique et réactionnaire»*.

«N'avons-nous pas raison de dire qu'une fédération socialiste mondiale devrait rendre possible la création d'un "Birobidjan" (l'équivalent d'une république autonome juive officielle, mais fantôme, en URSS, S.M.) pour les Juifs qui souhaiteraient avoir leur propre république autonome afin d'y développer leur culture ?»

Les staliniens (puis les «trotskystes» après la mort de Trotsky) ont inventé l'un des raisonnements les plus stupides et les plus néfastes à propos du sionisme: puisque celui-ci se proposait de créer un État-nation juif, il aurait donc «capitulé» devant les nazis et l'antisémitisme. Si c'est le cas, alors Trotsky lui-même fut coupable d'une telle «capitulation».

Bien sûr, il est impossible de savoir en détail ce qu'aurait dit Trotsky en 1948 face à la création de l'État juif. Il est clair cependant que, dans son esprit, il n'y aurait eu aucune place pour la démonologie antisioniste et les pseudo-théories d'un complot international, thèses si répandues dans la gauche révolutionnaire aujourd'hui.

L'utilisation très vague du terme nation par Trotsky, pour décrire les Juifs éparpillés dans le monde entier, s'explique peut-être par le fait qu'il avait inconsciemment accepté la nécessité d'une solution territoriale au problème de ce peuple «sans terre» — idée qu'il avait ridiculisée et combattue pendant la plus grande partie de sa vie comme une utopie réactionnaire. A la fin des années 1930, Trotsky maintient qu'il s'agit d'une utopie réactionnaire et d'un mirage sous sa forme sioniste bourgeoise. Néanmoins, il n'y oppose plus désormais la solution de l'assimilation, mais une version socialiste de la solution territoriale sioniste fondée sur la création d'un État.

Qu'est-ce qui fait dire à Trotsky que le projet sioniste est utopique et réactionnaire ? Les méthodes qui découlent inévitablement du fait que ce projet se réalise sous le capitalisme et sous la domination britannique en Palestine. Pour Trotsky, le renversement du capitalisme est une urgence absolue, pas le fait de trouver un coin tranquille où rassembler les Juifs et y construire une nation. Avec une tragique lucidité, il affirme qu'une telle démarche ne pourra sauver les Juifs à temps. Après la révolution socialiste, cependant, le peuple juif aura besoin d'une sorte de «Birobidjan» et ce territoire lui sera accordé parce qu'il n'est plus raisonnable de considérer l'assimilation comme la seule solution, ou de se contenter de manifester son soutien et sa sympathie envers les Juifs qui ne croient pas à l'assimilation. Trotsky termine son article de février 1937 par cette phrase : «Comment un marxiste, ou même un démocrate

conséquent, pourrait-il s'y opposer ?»

A gauche, ce ne sont pas des marxistes ni des démocrates conséquents qui s'y opposèrent mais les staliniens et, après la mort de Trotsky, des «trotskystes». Inspirés par leur zèle anti-impérialiste incohérent, ces derniers développèrent une argumentation idéologique inspirée par la politique stalinienne sur cette question.

III

Les ouvriers révolutionnaires subirent défaite sur défaite au cours des années 1930 en URSS, en Allemagne, en Autriche, en France et en Espagne. La révolution socialiste ne se produisit pas, et ne put donc empêcher ni le massacre des Juifs en Europe, ni les 60 millions de morts durant la Seconde Guerre mondiale, ni l'éclatement et la partition de l'Allemagne, ni l'expulsion de 13 millions d'Allemands de l'Europe orientale. Elle ne put empêcher les bombardements atomiques contre le Japon, ni l'extension du totalitarisme stalinien à 90 millions de personnes supplémentaires, en Europe de l'Est.

Et l'histoire ne s'arrêta pas là. Les sionistes poursuivirent leur projet et construisirent l'État d'Israël dans le cadre d'un conflit tragique avec les Arabes palestiniens.

La réalisation de la solution «utopique réactionnaire» à la question juive fut accélérée par les événements de la Seconde Guerre mondiale. Si Trotsky finit par reconnaître, avec réticence, que les Juifs avaient besoin d'un territoire national pour tenter de résoudre la question juive, l'immense majorité des Juifs ressentirent désormais ce besoin comme une nécessité vitale.

Et cette solution ne fut pas adoptée après une révolution ouvrière mondiale, dans le cadre d'un monde socialiste bienveillant, mais dans un monde dominé par l'impérialisme et le stalinisme, dans le cadre d'un conflit communautaire et national très violent, d'une alliance des sionistes avec le Kremlin d'abord, les États-Unis ensuite.

L'État juif naquit dans un monde capitaliste sans pitié. Et les Juifs de Palestine ne furent pas les principaux responsables de cette situation. En 1948, le territoire alloué aux Juifs par les Nations unies fut attaqué par les armées des États arabes environnants, forces militaires placées sous le contrôle d'officiers détachés de l'armée impérialiste britannique.

Si les Juifs avaient perdu cette guerre, ils auraient été massacrés, expulsés, ou placés sous la protection d'une Grande-Bretagne revenue «garantir la paix». Ils la gagnèrent et 750 000 Arabes Palestiniens s'enfuirent ou furent expulsés. Environ 600 000 Juifs furent chassés des pays arabes dans les années suivantes et ils purent s'intégrer en Israël, contrairement aux Arabes palestiniens qui, eux, durent végéter dans des camps de réfugiés. Certains États arabes leur interdirent même de travailler.

Tel fut le déroulement des faits dans un monde dominé par le capitalisme et le stalinisme.

IV

Sur cette question, comme sur beaucoup d'autres, les prétendus disciples de Trotsky ne poursuivirent pas le cours de ses réflexions après sa mort. Dans les années 1940, ils s'enfermèrent dans une vision du monde fort semblable à celle de la «troisième période» (1929-1933) stalinienne : la révolution socialiste mondiale était imminente, et tout événement devait

être interprété dans le cadre de ce schéma. Et l'essor du nationalisme arabe, de la «révolution arabe», faisait partie de cette grande vague révolutionnaire et anti-impérialiste.

Dans les années 40, les trotskystes, notamment Tony Cliff (futur dirigeant et théoricien du SWP britannique¹, décédé en 2002, *NdT*) déclarèrent qu'il n'y avait qu'une seule solution : soutenir la «révolution arabe» contre les Juifs de Palestine/Israël, car sinon ces derniers ne pourraient s'«intégrer» dans ce «secteur de la révolution mondiale». Quelques désaccords se manifestèrent cependant. Certains trotskystes français soutinrent les guérillas sionistes contre la Grande-Bretagne. Le groupe de Schachtman (le Workers Party des Etats-Unis) résista aux illusions type «troisième période» ; il refusa de croire que l'expansion du stalinisme constituait une variante «déformée» de la révolution socialiste et il rejeta le chauvinisme arabe par procuration des «trotskystes orthodoxes». Le noyau groupé autour d'Ernest Mandel et de Michel Pablo, à la tête des trotskystes orthodoxes, prit position pour que les Juifs trouvent leur place à l'intérieur d'une fédération du Moyen-Orient.

Mais globalement les trotskystes se montrèrent de plus en plus partiaux en faveur des Arabes et contre les Juifs, diabolisant complètement Israël et le sionisme. Ils adoptèrent par procuration le nationalisme arabe² (1).

Dans les années 40, le «panarabisme» des «trotskystes orthodoxes» n'était pas encore franc et massif — ils ne soutinrent pas les Arabes durant la guerre de 1948 — mais la plupart d'entre eux changèrent de position après la guerre des Six-Jours, en 1967. Durant les dix-neuf années précédentes les trotskystes avaient *de facto* accepté le droit d'Israël à exister. Après la Guerre

¹ Cf. cet article plus récent de Camila Bassi : « De la politique absurde de Tony Cliff à propos d'Israël et de la Palestine » <https://nnpf.eu/spip.php?article834> (*NdT*).

² On peut trouver un étonnant exemple de cette position dans une petite brochure publiée lors de la crise de Suez, en 1956, quand Israël, la Grande-Bretagne et la France envahirent l'Égypte. Cet opuscule porte le titre suivant : «Arrêtons la guerre ! Bas les pattes devant le peuple arabe !» Dans un paragraphe intitulé «L'impérialisme piège les Juifs», son auteur, Gerry Healy, écrit : «*Les Arabes ont instinctivement peur d'Israël parce qu'ils sentent que cet État capitaliste menace leur désir de liberté ; que c'est un État capitaliste dirigé par des hommes dont l'objectif principal est de préserver le capitalisme (...). Après que le capitalisme eut forcé les Juifs à vivre dans des ghettos, et que la terreur fasciste eut commis les massacres les plus horribles, les impérialistes ont réussi en Israël à créer un État qui peut amener à un Holocauste sanglant à côté duquel les crimes de Hitler ressembleront à un bizutage*.*»

Et quel genre d'épreuves auraient pu faire ressembler les crimes de Hitler à «un bizutage» pour les 3 millions de Juifs vivant en Israël ? Gerry Healy dirigeait à l'époque le principal groupe trotskyste britannique durant les années 1950 et 1960 (organisation qui devint ensuite la Socialist Labour League puis le Workers Revolutionary Party). Il militait dans le mouvement révolutionnaire depuis vingt-cinq ans lorsqu'il écrivit ces lignes. Il s'imaginait alors que la «révolution arabe», mise en branle par l'Égypte nassérienne, posait les premiers jalons de la révolution socialiste mondiale.

En 1956 Gerry Healy était un imbécile honnête mais ignorant. Il a vécu suffisamment longtemps pour vendre son organisation à la Lybie et à l'Irak, et la transformer en une officine de propagande et d'espionnage des opposants arabes et de certaines personnalités juives en Grande Bretagne. Il termina sa carrière politique en dénonçant un «complot sioniste mondial», «le réseau sioniste qui va de *Socialist Organiser* à Thatcher et Reagan» (éditorial de *The Newslines* du 9 avril 1983).

des Six-Jours, Israël devint un pouvoir colonial qui régna de façon souvent brutale sur une importante population arabe, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. A cette époque, il existait un grand mouvement anti-impérialiste, notamment contre la guerre du Vietnam. La plupart des «trotskystes orthodoxes» dérivèrent vers un «antisionisme» viscéral — revenant à la politique stalinienne adoptée sur cette question après 1929.

Et ils firent même pire. Le sens même de leur antisionisme changea : auparavant ils prônaient l'unité entre les classes ouvrières juive et arabe tout en s'opposant au projet sioniste d'un État juif ; désormais ils souhaitèrent la destruction de l'État juif existant au nom de la «libération» arabe ou palestinienne. L'antisionisme soutint les régimes meurtriers et répressifs des États arabes contre Israël. Le mouvement «trotskyste» dérivait vers des positions très éloignées même de celles qu'il défendait durant les années 1940. Comme l'a dit quelqu'un à propos des étiquettes religieuses : les sectes changent plus volontiers de doctrine que de nom.

Le «sionisme» — ce terme désigne aujourd'hui toute position politique hostile à la destruction d'Israël — en est venu à susciter la même haine que le «racisme» et le «fascisme». Israël (le «sionisme») est devenu l'incarnation parfaite de l'impérialisme.

On ne tient plus compte de la réalité historique. Tel un gourdin, l'«antisionisme» sert à intimider et stigmatiser ses interlocuteurs, à empêcher toute réflexion sur cette question.

V

Les horreurs du nazisme ont poussé la majorité des Juifs survivants à soutenir le projet sioniste. Mais, après la création d'Israël, les groupes pseudo-radicaux se sont mis à décrire les sionistes comme de puissants conspirateurs qui contrôlèrent le monde, et l'auraient même contrôlé du temps de Hitler, ce qui les rendrait coresponsables de l'Holocauste. L'idée d'une conspiration nazi-sioniste est apparue en Union soviétique pendant les dernières années du règne de Staline, mais durant les années 1970 la diffusion de cette thèse a été reprise par la plupart des prétendus disciples de Trotsky.

Il est difficile d'imaginer une version plus démente du mythe antisémite pluricentenaire du «complot juif mondial» que celui de la manipulation de l'Holocauste et même de Hitler par les sionistes, manipulation qui se serait déroulée pendant que les nazis tuaient 6 millions de Juifs ! Si l'on voulait pousser jusqu'au bout la prétendue «logique» de ce type de raisonnement, il faudrait expliquer que Hitler a été l'instrument inconscient d'un «complot» juif ! De telles idées, à demi dissimulées mais souvent implicites, sont néanmoins des articles de foi dans de larges couches du mouvement trotskyste. Elles sont exposées sous une forme érudite, bien que totalement folle, dans les livres de Lenni Brenner³ et *Perdition* de Jim Allen (la version imprimée de cette pièce a été totalement expurgée).

Le dirigeant socialiste allemand August Bebel a un jour comparé l'antisémitisme de gauche à un «socialisme des imbéciles». Une grande partie du mouvement trotskyste est tombée dans un antisionisme qui s'assimile à un «anti-impérialisme des imbéciles» et à l'antisémitisme. Bien sûr, *le mouvement trotskyste n'est pas raciste*, mais il exprime une hostilité systématique vis-à-

³ Cf. « Lenni Brenner et le massacre nazi » (1984) de Gerry Ben Noah (<https://nfnf.eu/spip.php?article582>) et « Mystification antisémite : Lenni Brenner et la prétendue “collaboration” des sionistes avec les nazis » (2016) de Paul Bogdanor, <https://nfnf.eu/spip.php?article585> (NdT).

vis de la plupart des Juifs vivant sur cette planète et pour lesquels l'État d'Israël joue un rôle central dans leur identité juive depuis l'Holocauste.

Tout cela n'a rien à voir avec la réflexion politique de Trotsky, ni avec l'évolution de ses positions sur la question. Nous avons affaire à un «trotskysme des imbéciles». De petits morceaux isolés de la théorie politique trotskyste sont utilisés de façon unilatérale au service d'un chauvinisme arabe par procuration .

VI

L'internationalisme est un élément essentiel du socialisme. Il est évident que les révolutionnaires sont hostiles au nationalisme israélien, et que nous condamnons le chauvinisme juif dans toutes ses manifestations. Mais le nationalisme israélien et le chauvinisme juif n'existent pas dans le vide. Ils font partie d'un réseau de nationalismes, de chauvinismes et d'antagonismes nationaux entremêlés. Ils s'opposent à des chauvinismes arabes et musulmans qui prônent la destruction de la nation et de l'État israéliens. Toute analyse objective du nationalisme israélien doit donc intégrer le contexte régional. Les critiques et condamnations du nationalisme israélien doivent tenir compte des nationalismes arabes, et les condamner tout aussi fermement.

Cependant les trotskystes actuels ne se contentent généralement pas de critiquer, parfois à juste titre, le nationalisme et le chauvinisme israéliens ; ils prétendent que la nation juive israélienne n'aurait pas le droit d'exister, mais n'émettent aucune conclusion de ce type à propos des nationalismes et chauvinismes arabes ou palestiniens.

Leur «internationalisme» fonctionne donc à deux vitesses : leur condamnation d'Israël est absolue et mortelle, tandis que leur condamnation du chauvinisme arabe (les rares fois où il se manifeste timidement) se réduit à des restrictions morales, à une série de réprimandes. Leur soutien aux droits des Arabes ou des Palestiniens, aussi nationalistes ou chauvins soient-ils, est inconditionnel. Arabes et Palestiniens constitueraient des nations légitimes alors que la nation juive serait illégitime. Au Proche et au Moyen- Orient, une fraction des nationalistes auraient des droits, tandis que l'autre fraction devrait se rendre et se soumettre devant leur nationalisme et leur chauvinisme religieux.

Pendant longtemps, l'OLP réclamait une «Palestine laïque et démocratique» : cette position a permis à l'OLP d'avoir un double langage et aux trotskystes d'accepter le programme mystificateur de l'un des nationalismes en présence.

Car le projet d'une «Palestine laïque et démocratique» n'est qu'une façon camouflée d'exiger une Palestine arabe — un État arabe dans lequel les Juifs auraient des droits religieux mais non nationaux ; et la condition d'existence d'un tel État était que la nation israélienne et l'État israélien acceptent de se rendre, désarmés, à leurs ennemis.

Une telle solution étant évidemment inconcevable, il devenait donc raisonnable que les États arabes l'imposent de la seule façon possible — en conquérant Israël. La proposition raisonnable initiale («une Palestine laïque et démocratique») prétendait offrir une solution pratique équitable ; elle servit en fait à justifier le soutien à des individus comme Saddam Hussein et à ses tentatives de conquérir Israël.

L'internationalisme des marxistes qui raisonnent de cette façon se réduit en fait à un

ultimatum arabo-nationaliste aux Juifs israéliens : «*Soyez internationalistes, acceptez d'être une minorité religieuse dans une Palestine arabe, démantelez votre État national, sinon vous serez conquis !*»

Cet internationalisme n'est pas celui de la classe ouvrière, mais un pseudo-internationalisme au service du nationalisme. Ce programme politique mystificateur implique la soumission sanglante ou la destruction d'une nation entière, et se présente sous un déguisement antinationaliste et antiraciste. Voilà à quel stade de dégénérescence politique en sont arrivés les disciples de Trotsky.

Et pour quelle raison, selon eux, les Juifs israéliens n'auraient-ils pas le droit d'être une nation ? Parce que, en tant que minorité nationale dans les années 1940, ils ont combattu et gagné la guerre, plutôt que de s'incliner devant le nationalisme arabe qui les aurait soumis à son joug et chassés s'il avait pu ? Pourtant, aucun trotskyste ne soutient le droit au «retour» des treize millions d'Allemands expulsés d'Europe orientale après la Seconde Guerre mondiale.

Il n'existe qu'un seul programme trotskyste pour le conflit en Israël/Palestine : l'unité des classes ouvrières juive et arabe, le droit à l'existence d'Israël, et le droit pour les Arabes palestiniens d'avoir un État indépendant là où ils constituent la majorité — en clair deux États pour deux peuples.

Les écrits de Trotsky sur la question juive nous offrent une bouffée d'air frais au milieu de l'hystérie, des fantasmes ultragauches, du chauvinisme arabe par procuration et des éléments d'antisémitisme recyclés sous la forme de l'«antisionisme», miasmes putrides que dégagent la plupart des analyses trotskystes sur cette question.

Sean Matgamma

(La brochure qu'évoque Sean Matgamma dans cet article s'intitule en anglais *Leon Trotsky on the Jewish Question*, et a été publiée chez Pathfinder Press, New York. Elle correspond sans doute à un petit recueil paru en français sous le titre *Sur la question juive et le sionisme*, collection Classiques rouges, Maspero, 53 p., 1974, mais nous n'avons pas pu vérifier. Autre piste possible : les *Écrits* de Trotsky publiés aux EDI et disponibles notamment à la librairie La Brèche, 20 rue Taine, 75012 Paris ou le site marxists.org qui met progressivement en ligne les œuvres complètes de Lev Davidovitch Bronstein. *NdT.*)